



MODIFICATION 2

QUESTIONS ET RÉPONSES

Q1. Mon entreprise appartient à des Autochtones. Est-ce toute l'entreprise ou l'équipe de projet proposée qui doit comprendre 33 % d'employés autochtones?

R1. Si l'entreprise emploie 6 personnes ou plus, 33 % des employés de l'entreprise doivent être des Autochtones pour qu'elle soit inscrite au REA et admissible aux marchés réservés dans le cadre de la SAEA.

Q2. Selon le résultat essentiel (obligatoire) n° 2, les solutions proposées doivent « s'intégrer aux systèmes actuels de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC) et de SAC, et présenter une interopérabilité avec les bases de données et les applications en ligne existantes du gouvernement du Canada ».

Quand l'intégration est précisée, quel est le niveau d'intégration souhaité? Si une intégration active est requise, une interface sera-t-elle fournie au système cible de SAC sous la forme d'une interface API ou d'un service Web avec spécification d'échange JSON ou XML (ou similaire)?

R2. Le niveau d'intégration variera en fonction du cas d'utilisation. L'intégration sera faite au moyen d'un échange XML/JSON par un service Web.

Q3. Selon le résultat essentiel (obligatoire) n° 3, les solutions proposées doivent « s'adapter au fil du temps en fonction de l'apprentissage machine supervisé ou non supervisé afin d'améliorer l'expérience utilisateur et de mieux répondre aux besoins des Canadiens en matière de renseignements ».

La documentation du programme offre-t-elle une structure d'étiquetage commune qui pourrait servir à soutenir l'ingestion de documents pour l'apprentissage machine supervisé?

R3. Une structure d'étiquetage commune n'est pas disponible.

Q4. Selon le résultat essentiel (obligatoire) n° 6, les solutions proposées doivent « se mettre à jour automatiquement (peut-être au moyen d'un algorithme ou de l'apprentissage machine) en temps réel lorsqu'il y a une modification, un ajout ou une suppression sur le site Web d'un programme fédéral afin que cet outil puisse toujours fournir les renseignements les plus récents possible ».

Comme dans la question 2 ci-dessus, une interface sera-t-elle fournie aux sites Web des programmes fédéraux ciblés? Une liste de ces sites est-elle fournie? Nous présumons que l'État utilisera plusieurs



technologies de sites Web et couches de présentation. Est-il acceptable d'utiliser une intégration découplée (extraction de contenu de sites Web) par une plateforme d'automatisation de processus répétitifs?

R4. Les sites Web eux-mêmes sont la seule interface fournie et il n'existe pas d'API. Une liste officielle de ces sites n'existe pas. Bien qu'il soit techniquement acceptable, l'extraction de contenu de sites Web du gouvernement du Canada est souvent interdit et demande souvent beaucoup de ressources, donc cette approche n'est pas recommandée.

Q5. Selon le résultat souhaité supplémentaire n° 1, les solutions proposées doivent « disposer d'une fonction de clavardage pour interagir avec les utilisateurs en temps réel et être en mesure de répondre aux demandes de renseignements (p. ex., « J'aimerais obtenir du financement pour démarrer une entreprise. À quel programme puis-je présenter une demande? ») dans plusieurs langues, y compris, mais sans s'y limiter, dans les deux langues officielles que sont l'anglais et le français, avec la possibilité d'élargir cette fonction aux langues autochtones ».

SAC utilise-t-il une plateforme de clavardage robotisé qui répond à l'exigence sur les langues officielles et les langues autochtones?

R5. SAC n'utilise pas actuellement une telle plateforme.

Q6. L'annexe 1 stipule que les coopératives ou corporations autochtones sont admissibles. Cela exclut-il les entreprises enregistrées (entreprise individuelle, société en nom collectif [S.E.N.C.]? Le document de la SAEA mentionne les coopératives ou corporations. Une coopérative n'est pas une association d'individus ni une entité en soi et elle est enregistrée. Une corporation est une entité en soi. Excluez-vous les entreprises enregistrées? Cela n'est-il pas discriminatoire? Je crois que vous avez recours aux cabinets d'avocats et la plupart d'entre eux sont des sociétés en nom collectif. Veuillez clarifier ce point, car toute l'information fournie n'est pas claire.

R6. Comme mentionné dans l'avis de défi sur le site Achatsetventes.gc.ca et sur le site Web de Solutions innovatrices Canada, aux fins de ce défi, la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral (SAEA) a été incorporée et modifiée pour s'aligner avec les critères d'admissibilité du programme de Solution Innovatrice Canada.

Pour être éligibles à ce défi, les soumissionnaires doivent satisfaire aux exigences d'admissibilité du programme Solution Innovatrice Canada et doivent respecter les clauses modifiées du SAEA.

Une entreprise à but lucratif constituée en société en vertu d'une loi fédérale ou provinciale remplirait l'exigence d'être constituée au Canada (au fédéral ou au provincial) imposée par Solution Innovatrice Canada.

Une coopérative constituée en société en vertu d'une loi fédérale ou provinciale remplirait aussi cette même exigence. Une coopérative est une corporation légalement constituée.



Les autres formes d'entreprise, comme les entreprises individuelles ou les sociétés en nom collectif, ne remplissent pas l'exigence d'admissibilité d'être constituées au Canada (au fédéral ou au provincial).

Q7. Concernant le résultat essentiel (obligatoire) n° 2 : « Les solutions proposées doivent s'intégrer aux systèmes actuels de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC) et de SAC, et présenter une interopérabilité avec les bases de données et les applications en ligne existantes du gouvernement du Canada », pouvez-vous préciser l'interopérabilité exigée? Sert-elle uniquement à extraire de l'information ou à en transmettre? Par ailleurs, ces bases de données et applications exigent-elles que l'utilisateur s'authentifie?

R7. Le niveau d'intégration variera en fonction du cas d'utilisation. L'intégration sera faite au moyen d'un échange XML/JSON par un service Web. Oui, la plupart de ces bases de données et applications exigent que l'utilisateur s'authentifie.

Q8. Concernant l'admissibilité au programme et à la SAEA, j'ai une entreprise autochtone enregistrée qui sous-traite à une société constituée, et à des collaborateurs autochtones, surtout des diverses commissions des Premières nations qui connaissent bien les programmes de SAC. Sommes-nous admissibles dans cette structure ou les sociétés constituées sont-elles les seules admissibles?

R8. Selon les exigences d'admissibilité du programme Solution Innovatrice Canada, une entreprise doit être constituée au Canada (au fédéral ou au provincial).

Q9. Concernant le point 2 du défi, pouvez-vous fournir des spécifications plus détaillées des systèmes et des bases de données auxquels nous devons nous intégrer?

R9. Ces systèmes sont construits avec l'infrastructure technologique Web de Microsoft et utilisent un système de gestion de base de données relationnelle Oracle pour le stockage des données.

Q10. Concernant le point 5 du défi, ces PDF existent-ils déjà? Sont-ils remplissables? Devrions-nous les modifier ou créer un nouveau formulaire ou quelque chose de dynamique pour chacun? Ou devrions-nous simplement les offrir pour téléchargement? Pouvez-vous nous fournir une liste du contenu ou des sites Web où ils sont actuellement hébergés?

R10. Les formulaires PDF remplissables peuvent être utilisés par certains programmes, mais nous n'avons pas de méthode standard en ce moment. Une liste des sites Web et des formulaires n'existe pas et ne peut pas être fournie actuellement.

La solution peut inclure l'une ou l'autre des options suggérées (formulaire dynamique ou statique, en ligne ou téléchargeable).



Q11. Concernant le point 6 du défi, que signifie « en temps réel »? Comptez-vous nous envoyer un avis quand une mise à jour a lieu ou recevrons-nous des nouvelles versions périodiquement, par exemple à toutes les quelques heures?

R11. Une réponse du système en temps réel signifie généralement que l'utilisateur final ne voit pas que les données ne sont plus à jour. Le mécanisme pour assurer cette fonction n'a pas été défini, mais il peut être suggéré dans le cadre du défi.

Q12. Concernant le point 7 du défi, il serait utile d'avoir un peu plus d'information sur la nature et la quantité des sources d'information que nous devons ajouter plus tard.

R12. Tous les programmes pour Autochtones ne sont pas centralisés à Services aux Autochtones Canada. La solution devra pouvoir inclure de l'information sur les programmes et services pour Autochtones offerts par d'autres ministères, y compris des programmes fédéraux et provinciaux.

Q13. Concernant la fonction de clavardage, à quel point est-elle importante dans l'interface?

R13. La fonction de clavardage robotisé est mentionnée comme résultat supplémentaire souhaité. Les propositions sans cette fonction ne seront pas rejetées.

Q14. Concernant l'accessibilité, les normes sur l'accessibilité des sites Web pour les lecteurs d'écrans et les autres outils similaires sont-elles suffisantes ou voulez-vous ajouter des outils de soutien comme un lecteur d'écrans intégré?

R14. L'interface Web doit respecter les normes du gouvernement du Canada sur l'accessibilité des sites Web. Si c'est le cas, le contenu du site sera lisible par les lecteurs d'écrans actuels. Un lecteur d'écrans intégré ne devrait pas être nécessaire.

Q15. Qui sont les utilisateurs prévus de la solution à part les communautés, les entreprises et les organisations autochtones? Est-elle offerte aussi au grand public?

R15. La solution devrait d'abord être utilisée à l'interne par les employés du gouvernement du Canada, mais son usage devrait pouvoir ensuite être élargi aux communautés, entreprises et organisations autochtones.



Q16. Prévoyez-vous qu'une méthode d'ouverture de session pour les employés internes fasse partie de la solution? Si oui, doit-elle être intégrée avec votre propre fournisseur de service d'authentification et prendre en charge l'authentification unique?

R16. La prise en charge de l'authentification unique des employés internes n'a pas été définie, mais elle doit s'intégrer avec notre propre fournisseur de service d'authentification.

Q17. Pouvez-vous préciser quel type d'applications et de bases de données doivent être prises en charge?

R17. Ces systèmes sont construits avec l'infrastructure technologique Web de Microsoft et utilisent un système de gestion de base de données relationnelle Oracle pour le stockage des données.